



Cette sortie fait suite à l'interpellation des députés camerounais à l'endroit des parlementaires américains. C'est à travers une déclaration faite ce week-end que le président du Mouvement pour la Renaissance du Cameroun s'est lancé dans une litanie dont le but principal visait à salir une fois encore, l'image du pays.

Car, au delà de la sombre description de la gestion de la crise dite anglophone, en plus des autres auxquelles le Cameroun est confronté, le leader du Mrc n'a pas manqué l'occasion de présenter la communauté LGBTQ+, comme une autre victime du Gouvernement, alors que la Constitution sur ce point est limpide

Sa déclaration

« Sur la trahison du peuple par les députés camerounais complice de la guerre dans les régions du nord-ouest et du sud-ouest

Le 17 février 2021, quarante membres du Congrès américain ont écrit au Président des États-Unis d'Amérique et à son secrétaire à la sécurité intérieure pour demander la mise en œuvre de mesures visant à empêcher le rapatriement au Cameroun de certains de nos compatriotes qui sont actuellement dans une situation irrégulière sur le sol américain.

Les mesures demandées par l'administration américaine seraient activées dans le cadre du Statut temporaire protégé ou du Départ forcé différé, deux instruments ont été mis au point pour assurer la protection des étrangers vivant aux États-Unis « contre les crises civiles, politiques et humanitaires dans leur pays d'origine qui rendent leur retour dangereux » ou « si les conditions dans le pays [ir] rendent le retour dangereux ».

En soutien à leur initiative, les parlementaires américains illustrent la situation au Cameroun comme suit : « [a] crise humanitaire et guerre civile caractérisées par un déplacement massif de l'intérieur, guerre crimes, et pénurie de produits essentiels comme l'eau, la nourriture, les soins de santé et le logement [...] »;

Des civils pris au milieu de conflits armés multiples et complexes entre séparatistes anglophones, le gouvernement et Boko Haram ; « un catalogue extensif et troublant des droits de l'homme exactions contre des civils camerounais, notamment des exécutions extrajudiciaires, des tortures, des détentions arbitraires et des violences ciblées contre des populations vulnérables telles que les enfants et les membres de la communauté LGBTQ+ ».

Dans une correspondance datée du 22 février 2021, certains membres de l'Assemblée Nationale du Cameroun ont estimé qu'ils devaient s'exprimer contre l'octroi à nos compatriotes par le gouvernement des États-Unis des mesures de protection envisagées, au motif que la « description extrêmement négative du Cameroun » fait par quelques parlementaires américains « malavisés » pourraient être faux et déformés.

De l'avis des députés en question, le Cameroun mentionné par les membres du Congrès américain « n'existe pas... [mais] est une illustration des opinions mal informées de certains individus déterminés à provoquer une nouvelle déstabilisation dans l'ensemble Région Centrafricaine ».

Le Mouvement de la Renaissance Camerounaise (CRM) trouve regrettable et irresponsable les opinions exprimées par le groupe des parlementaires camerounais concernés dont la démarche donne la mesure de l'état d'effondrement des bases de valeurs sur lesquelles notre jeune nation voulait se construire.

En effet, que dire des « représentants du peuple » qui, non satisfait de ne rien faire pour arrêter la détérioration continue du niveau de vie de la population et tout en faisant tout son possible pour tuer tout espoir pour la jeunesse, notamment en lançant ce dernier en exil, poussent leur cynisme à la limite en demandant le rapatriement au Cameroun de certains de nos compatriotes, et par conséquent, qu'on leur refuse la protection humanitaire.

Le CRM note qu'une approche concertée de cette nature n'a jamais été initiée par les députés camerounais en question, pour réclamer un débat parlementaire sur la guerre fratricide qui détruit les régions du nord-ouest et du sud-ouest et met en danger le destin de notre pays comme Une nation unie.

Nous n'avons pas vu une telle « solidarité » autour de leur collègue, l'honorable Joseph Wirba, lorsqu'il s'exprimait courageusement sur la question anglophone à la tribune de l'Assemblée nationale il y a quelques années.

Pour les parlementaires camerounais concernés, la guerre civile dans les régions du nord-ouest et du sud-ouest n'existe pas, sauf si dans l'avis de ces députés, ces régions ne font plus partie du Cameroun. Les centaines de milliers de personnes déplacées à l'intérieur, victimes de cette guerre fratricide ne seraient que l'imagination d'individus désemparés.

On peut maintenant comprendre pourquoi la question de cette guerre absurde dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest n'a jamais été débattue ni à l'Assemblée nationale ni au Sénat.

Les épisodes insupportables de cette sale guerre, dont Ngarbuh, Menka-Pinyin, Muyuka, Kumba, Mautu et d'autres, ne semblent pas changer l'autisme et la cécité dominants : même les ?? représentants du peuple ?? ne voient pas le peuple souffrir.

Nous comprenons aussi mieux le silence complice des parlementaires du régime CPDM et de ses alliés face aux arrestations et détentions arbitraires, à la soumission à des actes de torture et autres traitements cruels, inhumains et dégradants, auxquels les militants CRM sont soumis depuis plusieurs années, d'avoir manifesté pacifiquement (les 26 janvier 1 et 8 juin 2019 et 22 septembre 2020) pour demander la fin de la guerre dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

Ce faisant, le groupe des parlementaires camerounais concernés donne une nouvelle illustration de son indifférence face à la souffrance des camerounais. En tout cas, elle confirme leur complicité dans les graves violations des droits humains fondamentaux et leur soutien aux actes de barbarie commis par l'appareil de l'État, toutes les institutions réunies, comme indiqué dans le premier rapport CRM sur les droits de l'homme et la gouvernance, qui couvre l'année 2020.

Nos « représentants du peuple » vivent évidemment dans un autre pays, lorsqu'ils sont assez audacieux pour affirmer que « le Cameroun délivre facilement des documents de voyage et des passeports à ses citoyens »! Oui, quand ils ne sont pas privés de passeports, beaucoup de nos compatriotes, surtout de la diaspora, pour qui le retour au Cameroun est devenu dangereux depuis de nombreuses années, car ils sont au dossier des autorités camerounaises à cause de leurs opinions politiques, ou de leurs prétendues opinions politiques.

Le CRM a pour mission de restaurer l'état de droit et de faire en sorte que le Cameroun adopte et respecte une véritable charte nationale des droits de l'homme et de la démocratie. Il favorise et défend les droits fondamentaux de tous les camerounais où qu'ils soient.

Le CRM se félicite de toutes les initiatives qui vont dans ce sens, y compris des pays et institutions qui prennent la mesure de la souffrance et de la détresse du peuple camerounais et viennent à son aide. Notre peuple saura comment reconnaître ses amis ».

ACP
